



Lexique Juridique de l'Examen



Ressource transversale

60+ définitions



Termes réellement tombés signalés par leur année



Les questions de définition = des points faciles

Chaque session comporte des questions de pure définition — des points faciles si le vocabulaire est su. Les termes effectivement tombés aux annales portent leur(s) année(s) en orange.

Contrats & obligations

Contrat synallagmatique 2018

Contrat par lequel les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres (art. 1106 C. civ.).
Contraire : contrat unilatéral.

Contrat solennel 2016 2019

Contrat dont la validité est subordonnée à des formes déterminées par la loi (art. 1109). Ex. : le contrat d'agent sportif (écrit obligatoire).

Contrat consensuel

Contrat formé par le seul échange des consentements, sans condition de forme. C'est le principe en droit français.

Contrat réel

Contrat dont la formation exige la remise d'une chose (ex. : le dépôt, le prêt).

Contrat d'adhésion 2020

Contrat comportant un ensemble de clauses non négociables, déterminées à l'avance par l'une des parties (art. 1110).

Contrat cadre 2020

Accord par lequel les parties conviennent des caractéristiques générales de leurs relations contractuelles futures ; des contrats d'application en précisent les modalités (art. 1111).

Mandat 2018 2021

Acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom (art. 1984). Peut être donné par écrit, par lettre ou verbalement (art. 1985).

Courtage

Contrat par lequel le courtier met en relation deux personnes en vue de la conclusion d'un contrat, sans représenter aucune d'elles. C'est la qualification la plus proche de l'activité légale de l'agent sportif (L.222-7 C. sport).

Commission

Contrat par lequel le commissionnaire agit pour le compte d'autrui mais en son propre nom (représentation imparfaite).

Contrat d'entreprise

Contrat par lequel une personne s'engage à réaliser un travail de façon indépendante, sans représentation ni subordination.

Dol

Vice du consentement : manœuvres, mensonges ou dissimulation intentionnelle d'une information déterminante. Cause de nullité relative (art. 1131).

Nullité relative / absolue 2023

Relative : protège un intérêt privé — seule la partie protégée peut agir (ex. : vices du consentement). Absolue : protège l'intérêt général — toute personne intéressée peut agir.

Caducité

Disparition d'un élément essentiel du contrat en cours d'exécution : le contrat, valable à l'origine, cesse de produire effet.

Résolution / résiliation 2024

Résolution : anéantissement rétroactif du contrat pour inexécution (clause résolutoire, notification ou juge — art. 1224). Résiliation : fin du contrat pour l'avenir seulement.

Effet relatif 2025

Le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties (art. 1199). Les tiers ne peuvent ni en exiger l'exécution, ni se la voir imposer.

Force majeure

Événement imprévisible, irrésistible et extérieur rendant l'exécution impossible. Exonère le débiteur.

Les clauses

Clause pénale 2016

Clause par laquelle celui qui manquera d'exécuter ses obligations paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts. Révisable par le juge si manifestement excessive ou dérisoire.

Clause résolutoire

Clause prévoyant la résolution de plein droit du contrat en cas d'inexécution d'une obligation définie.

Condition potestative 2016 2017 2020

Clause par laquelle un droit dépend de la seule volonté de l'une des parties. L'obligation contractée sous une condition dont la réalisation dépend de la seule volonté du débiteur est nulle (art. 1304-2). Un grand classique du QCM.

Clause d'agrément 2015

Clause des statuts qui subordonne la cession d'actions à l'accord préalable d'un organe de la société (AG, conseil d'administration...).

Clause d'exclusivité 2020

Clause du contrat de travail par laquelle le salarié s'engage à travailler exclusivement pour son employeur pendant la durée du contrat.

Clause compromissoire

Clause par laquelle les parties s'engagent à soumettre leurs litiges futurs à l'arbitrage (ex. : chambre arbitrale du sport du CNOSF).

Droit du travail

Lien de subordination

Critère décisif du contrat de travail : pouvoir de donner des ordres, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements.

CDD spécifique (CDDS) 2016 → 2025

CDD obligatoire des sportifs et entraîneurs professionnels salariés, créé par la loi du 27 novembre 2015 (L.222-2 et s. C. sport) : 12 mois min., 5 ans max., écrit en 3 exemplaires, pas d'indemnité de précarité.

Mise à pied conservatoire 2024

Mesure provisoire (pas une sanction) permettant d'écarter le salarié dans l'attente de la sanction disciplinaire (art. L.1332-3). À distinguer de la mise à pied disciplinaire, qui est une sanction.

Prise d'acte 2023

Le salarié rompt lui-même le contrat en reprochant des manquements graves à l'employeur, puis saisit les prud'hommes. Si les faits sont insuffisants : effets d'une démission.

Résiliation judiciaire 2023

Le salarié demande au juge de prononcer la rupture aux torts de l'employeur tout en restant dans l'entreprise. Si rejet : le contrat se poursuit.

Abandon de poste 2023

Le salarié qui a abandonné volontairement son poste et ne reprend pas le travail après mise en demeure, dans le délai fixé par l'employeur, est présumé démissionnaire (art. L.1237-1-1).

Rupture conventionnelle 2020

Rupture amiable du CDI : au moins un entretien, indemnité spécifique, homologation administrative.

Droit de retrait 2017

Droit du salarié d'arrêter le travail face à un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé (art. L.4131-1).

Harcèlement moral 2025

Agissements répétés (jamais un acte isolé) dégradant les conditions de travail, portant atteinte aux droits, à la dignité ou à la santé (art. L.1152-1).

Travail dissimulé 2022

Délit consistant notamment à se soustraire intentionnellement à la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) (art. L.8221-5).

DPAE 2021 2022

Déclaration préalable à l'embauche, adressée à l'URSSAF : elle emporte immatriculations, affiliation chômage, demande de visite d'information et de prévention...

Salarié protégé 2015 2024

Salarié (délégué syndical, élu...) dont le licenciement exige l'autorisation de l'inspecteur du travail.

CCNS

Convention collective nationale du sport, étendue par arrêté donc obligatoire pour tous les clubs et entreprises de son champ. Son chapitre 12 régit le sport professionnel.

Droit du sport & dopage

Fédération délégataire 2019

Fédération agréée ayant reçu délégation du ministre (une seule par discipline) : compétitions officielles, équipes de France, licence d'agent sportif, appellation « Fédération française de ».

Ligue professionnelle 2023 2025

Organisme gérant le secteur professionnel d'une discipline, constitué obligatoirement en association loi 1901 (R.132-2). Président : 3 mandats max.

Incompatibilités de l'agent 2016 2024

Fonctions interdites au détenteur de la licence (L.222-9) : direction/entraînement dans un club employant des sportifs rémunérés ou une fédération, actionnariat de tels clubs, préposé... appréciées sur l'année écoulée.

AUT 2015 2022

Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, délivrée par l'AFLD : elle fait échapper le sportif aux poursuites antidopage (art. L.232-2).

Groupe cible 2017 2020 2025

Sportifs désignés par l'AFLD soumis à l'obligation de localisation : 3 manquements sur 12 mois = sanction.

Composition administrative 2019 2021

Procédure par laquelle le sportif reconnaît la violation, accepte les conséquences et renonce à l'audience, par accord avec le secrétaire général de l'AFLD.

Aide substantielle 2025

Divulgateion entière des informations + collaboration pleine à l'enquête (art. L.230-4) : permet un sursis jusqu'aux 3/4 de la suspension.

TAS

Tribunal arbitral du sport (Lausanne) : juridiction d'appel exclusive des sanctions AFLD pour les sportifs de niveau international.

Conciliation CNOSF 2017 2018 2021 2025

Préalable obligatoire à tout recours contentieux contre une décision fédérale (R.141-5). Saisine sous 15 jours ; le dopage en est exclu ; un litige contractuel agent/joueur n'en relève pas.

Acteur de compétition 2024 2025

Personne soumise aux interdictions de paris (D.131-36-1) : sportifs, arbitres, agents licenciés, dirigeants, salariés et bénévoles des clubs participant à une compétition support de paris.

DNCG / organe de contrôle de gestion 2023

Organisme à pouvoir d'appréciation indépendant créé par la fédération ayant constitué une ligue : contrôle des clubs, contrôle financier de l'activité des agents, contrôle des cessions de clubs (L.132-2).

Sociétés & entreprises en difficulté

Apport en industrie 2020

Engagement d'un associé d'apporter à la société son travail, ses connaissances ou son activité (art. 1832).

Créancier chirographaire 2015

Créancier simple, ne disposant d'aucune sûreté particulière (ni gage, ni hypothèque, ni privilège). Payé en dernier dans les procédures collectives.

SAOS / SASP / EUSRL 2015 2016

Formes historiques de sociétés sportives : société anonyme à objet sportif, société anonyme sportive professionnelle, entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée. Statuts types obligatoires. Depuis 2017 s'y ajoutent SARL, SA, SAS et SCIC.

SCIC 2021 2022

Société coopérative d'intérêt collectif : SA, SAS ou SARL à capital variable, dont le capital est ouvert aux salariés, bénévoles et collectivités publiques.

Assimilé salarié 2016

Dirigeant relevant du régime général de sécurité sociale sans être lié par un contrat de travail : président de SAS, gérant minoritaire de SARL. (Le gérant majoritaire de SARL est, lui, travailleur non salarié.)

Sauvegarde / redressement / liquidation 2020 2021

Sauvegarde : difficultés insurmontables sans cessation des paiements. Redressement : cessation des paiements, poursuite possible. Liquidation : redressement manifestement impossible. Déclaration des créances : 2 mois.

Bénéficiaire effectif 2019 2023 2024

Personne(s) physique(s) détenant directement ou indirectement plus de 25 % du capital ou des droits de vote, ou exerçant un contrôle. Déclaré au greffe ; notion centrale de la lutte anti-blanchiment.

Assurances

Prime / sinistre / police

La prime est le prix de l'assurance ; le sinistre, la réalisation du risque garanti ; la police, l'écrit qui constate le contrat.

Principe indemnitaire / forfaitaire 2025

Assurances de dommages : réparation du préjudice réel (indemnitaire). Assurances de personnes (vie, individuelle accident) : sommes fixées par le contrat (forfaitaire, art. L.131-1).

Franchise

Part du dommage restant à la charge de l'assuré. Absolue : toujours déduite. Simple : indemnisation totale dès que le dommage dépasse le seuil.

Exclusion de garantie 2023

Risque écarté de la garantie : elle doit être formelle et limitée et figurer en caractères très apparents (art. L.112-4).

Déchéance

Perte du droit à indemnisation pour un sinistre donné, sanctionnant un manquement de l'assuré (ex. : déclaration tardive avec préjudice pour l'assureur).

Réduction proportionnelle 2018

Sanction de la déclaration inexacte de bonne foi découverte après sinistre : l'indemnité est réduite au prorata des primes payées (art. L.113-9).

Fiscal & blanchiment

Domicile fiscal 2018

Critères alternatifs de l'art. 4 B CGI : foyer ou séjour principal en France, activité professionnelle non accessoire, centre des intérêts économiques.

Impatriation 2018 2022

Régime de l'art. 155 B CGI : le salarié venant de l'étranger (non domicilié en France les 5 années précédentes) est exonéré sur la prime d'impatriation ou, sur option, à hauteur de 30 % de sa rémunération, jusqu'à la 8e année.

BNC / BIC

Bénéfices non commerciaux (professions libérales — l'agent sportif indépendant) / bénéfices industriels et commerciaux (activités commerciales).

Fraude fiscale 2017 2024

Délit de l'art. 1741 CGI : omission volontaire de déclaration, dissimulation de sommes, organisation d'insolvabilité. Une condamnation = incapacité d'obtenir la licence d'agent.

TRACFIN 2022

Service de renseignement financier destinataire des déclarations de soupçon (sommes issues d'une infraction punie de plus d'1 an ou liées au financement du terrorisme).

Placement / empilage / intégration 2025

Les trois phases du blanchiment : introduire l'argent sale dans le circuit financier ; multiplier les transactions complexes pour en masquer l'origine (empilage) ; réinvestir dans l'économie légale.

⚠ Conseil de travail : faites-vous interroger sur ce lexique en mode « carte flash » : le terme → la définition → l'article. Les questions de définition rapportent 0,5 point en moins de 30 secondes — ce sont les points les plus rapides de l'examen.

Continuez votre préparation 🚀

QCM interactifs, 11 années d'annales corrigées et coaching sur votre espace AgentSportif Formation ·
Document pédagogique — vérifiez toujours les textes en vigueur